



Les risques à l'heure numérique : quels changements dans leur gestion ?

Workshop organisé par le groupe de travail « Risques et réseaux sociaux »

23 janvier 2015

Lieu : Bâtiment Bienvenue, Salle B015, Cité Descartes, Marne-la-Vallée

DOSSIER DE SEANCE

L'objectif de ce workshop est d'explorer l'utilisation des technologies (smartphones, Internet, réseaux sociaux) dans la gestion des risques. Jusqu'à présent, cette thématique a particulièrement été étudiée sous l'angle de la crise. Nous souhaitons élargir cette perspective pour aborder la phase de prévention et de reconstruction et surtout explorer les expériences citoyennes qu'elles autorisent, et les questions (juridiques, organisationnelles...) que celles-ci peuvent soulever. A titre d'exemples, quelles pourraient être les conséquences à terme des expériences collaboratives type OpenStreetMap, InfoClimat par rapport aux opérateurs historiques, leurs influences sur la diffusion de l'information pendant une crise, quel est le retour d'expérience des initiatives où les citoyens s'auto-organisent (organisation de l'entraide au cours des inondations en Grande Bretagne, rassemblement des animaux domestiques après une crise, soutien psychologique etc). A l'issue des différentes présentations et des échanges avec la salle, nous souhaitons identifier les changements que ces évolutions pourraient induire et définir un plan pour les futures études.

PROGRAMME

9h30-9h45 Introduction par **Rémy Bossu**, secrétaire général du centre sismologique euro-méditerranéen au CEA, et par **Valérie November**, Directrice de recherche au CNRS, Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (LATTS) à l'ENPC.

Session 1 : Open data : quels apports à la gestion des risques ?

9h45-10h30 Les nouvelles sources d'information géographique dans la gestion des risques, quels enjeux pour les Services d'Incendie et de Secours ? **Arnaud Demontis**, Entente pour la Forêt Méditerranéenne, PÔNT.

Pause

10h50-11h35 Les passionnés de météorologie et la prévention des risques: de l'intérêt de l'observation participative en temps de crise à l'entretien de la mémoire climatologique, **Sébastien Brana** et **Frédéric Ameye**, administrateurs du site www.infoclimat.fr.

11h35-12h10 Points de discussion provenant des participants

Jacques Faye, DGPR, IRIS Réseau public d'information préventive.

Béatrice Gisclard, Université d'Avignon, L'innovation sociale : nouvelles approches dans la prévention et la gestion du risque inondation.

Brice Martin, Université de Haute Alsace, Base de données participative en ligne ORION.

Jules Kouadio, Université Avignon, Un système d'alerte volontariste face aux crues rapides via les smartphones : enjeux, contraintes et potentialités.

Repas libre

Session 2 : L'apport des nouvelles technologies à la gestion d'un évènement.

13h45-14h30 L'apport des nouvelles technologies à la gestion de crise : exemple d'utilisation de Visov et retour d'expérience de l'épisode cévenole d'octobre 2014, **Gilles Martin**, Consultant ATRIS Coporate.

14h30-15h15 Social media, citizen empowerment and crisis communication during the 2014 UK Floods, **Paul Reilly**, Université Leicester.

Pause

15h30-16h15 Social engagement in disaster response : American Red Cross, **Omar Abou Samra**, Croix Rouge Américaine.

16h15-16h45 Points de discussion provenant des participants

Richard Guillande, Signalert, Signalert app, cartographie collaborative pour les risques et les crises.

Anouck Adrot, Université Paris Dauphine, Ambivalences de la traçabilité en situation d'urgence.

Clotilde Saint Martin, IRSTEA, Apports et limites des nouvelles technologies et des réseaux sociaux dans la réalisation de retours d'expérience : le cas des inondations en région Méditerranéenne.

16h45-17h30 Table-ronde avec les intervenants de la journée : Quelles questions soulèvent l'utilisation des réseaux sociaux et les nouvelles technologies dans la gestion des risques ? Quelles mises en perspectives ?

17h30-17h45 Conclusion de la journée

RESUMES DES INTERVENTIONS

Session 1 : Open data : quels apports à la gestion des risques ?

Les nouvelles sources d'information géographique dans la gestion des risques, quels enjeux pour les Services d'Incendie et de Secours ?

Arnaud Demontis, Entente pour la Forêt Méditerranéenne, PÔNT.

L'avenance des appareils mobiles, la disponibilité quasi permanente d'un réseau de communication (WIFI, 3G, 4G, etc.) et les outils de partage de l'information (tels les réseaux sociaux ou les projets collaboratifs) ont rendu disponible une information différente de celle qui nous était familière il y a une décennie. Ainsi, la part de l'information institutionnelle baisse continuellement dans le flux de données traitées. Aujourd'hui, dans le milieu de la Sécurité Civile, et notamment pour les Services d'Incendie et de Secours, une question émerge : que doit-on faire de l'information non-institutionnelle ? Quelle est la place de projets collaboratifs et/ou citoyens dans l'information géographique ? Ma présentation, appuyée par des exemples concrets, permettra d'ouvrir la discussion sur un sujet nouveau pour les Services d'Incendie et de Secours.

Les passionnés de météorologie et la prévention des risques: de l'intérêt de l'observation participative en temps de crise à l'entretien de la mémoire climatologique

Sébastien Brana et **Frédéric Ameye**, administrateurs du site www.infoclimat.fr.

Infoclimat est une association loi 1901 créée en octobre 2003 afin de fédérer les passionnés de météorologie et de climatologie. Entièrement composée de bénévoles, elle gère le site Internet www.infoclimat.fr qui met à disposition gratuitement et sans publicité la totalité des informations météo disponibles sur le Net, de l'observation à la prévision et à la climatologie. Le site s'appuie sur plusieurs milliers de contributeurs qui reportent, via une carte temps réel, des photos et un forum, et plus récemment via l'application mobile, les phénomènes qu'ils observent. Ce réseau ainsi constitué permet de centraliser des données utilisées par Météo-France depuis 2010, particulièrement lors des périodes de vigilance météorologique.

De sorte à ne pas interférer avec la carte de vigilance officielle, Infoclimat a fait le choix éditorial de simplement relayer cette dernière, de l'expliquer et de compléter le suivi des phénomènes remarquables par une approche "de passionnés". L'association s'inscrit également dans une démarche de collecte et d'archivage de données climatologiques, produites en partie via un réseau semi-professionnel d'observation. Données et documents librement accessibles constituent une mémoire des événements météorologiques, axe majeur de la prévention des risques météorologiques.

L'innovation sociale : nouvelles approches dans la prévention et la gestion du risque inondation.

Béatrice Gisclard, Université d'Avignon

« Il n'est pas normal que l'on ait encore des morts aujourd'hui » (extrait d'entretien réalisé le 25 septembre 2014) ainsi s'exprimait un haut fonctionnaire d'État au sujet des inondations méditerranéennes qui se sont succédées au cours de l'année 2014, et plus largement depuis 1988 (inondations de Nîmes). En dépit de dispositifs institutionnels toujours plus denses accompagnant des technologies de plus en plus sophistiquées dans la prévision des crues, le constat s'impose que face aux crues de type éclair, la collectivité dans son ensemble demeure impuissante à éviter le pire et que la réponse sociale et institutionnelle n'est ni suffisante, ni adaptée. Pour tenter de dépasser ces limites, nous proposons une approche interdisciplinaire (psychologie environnementale, design social et géographie des risques) basée sur la pensée complexe au sujet de laquelle Edgar Morin (2005) soulignait que « l'intelligibilité du système doit être trouvée, non seulement dans le système lui-même, mais aussi dans sa relation avec l'environnement, et que cette relation n'est pas qu'une simple dépendance, elle est constitutive du système ». Dans le contexte spécifique de l'hyper-ruralité (Rapport Bertrand, 2014), l'innovation sociale identifiée comme la mobilisation d'acteurs permettant de poser des problèmes de société d'une façon nouvelle, tout en assurant des services de façon à accroître la qualité de vie des collectivités et des citoyens (Klein, Lavelle, Moulaert, 2014) peut s'avérer une force de transformation sociale pertinente pour faire face aux risques naturels. Par ailleurs, ces processus sociaux comme du reste l'ensemble de nos pratiques quotidiennes, sont fortement impactées par les technologies numériques et les perspectives qu'elles engendrent. Nous étudierons en quoi elles interfèrent, interagissent positivement ou négativement et comment les intégrer au juste niveau dans ces dispositifs. Trois hypothèses opérationnelles ont été dégagées dans le cadre de cette recherche-action : comment le/la citoyenne peut être acteur-trice de sa sécurité, en quoi les perceptions sociales contrastées de l'alerte constituent un point clé du dispositif de prévention et de gestion de l'inondation, et enfin, comment réintroduire l'inondation dans une réalité quotidienne, afin que l'eau soit également perçue comme constitutive du territoire menacé.

Base de données participative en ligne ORRION

Brice Martin, Université de Haute Alsace

Lorsqu'est menée une action de prévention du risque d'inondation, le recours aux événements anciens permet tout autant de faire œuvre de pédagogie que de légitimer la procédure, parfois de manière un peu abusive. Ainsi trouve-t-on au début de la plaquette d'information sur les Plans de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) éditée au début des années 2000 par les services de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du Haut-Rhin (DDAF) : « L'Alsace n'a plus connu de crue exceptionnelle depuis 1910. En presque un siècle, le risque d'inondation s'est donc naturellement effacé de nos mémoires ». Une affirmation pour le moins paradoxale car, si cette évocation renvoie indubitablement à la dimension dramatique des événements s'étant produits à Paris en 1910, les inondations de cette année-là ne sont aucunement prises en compte dans le Haut - Rhin où seules les inondations de 1983 et 1990 servent de référence à la réalisation des PPR.

On a pu montrer (MARTIN & al 2011) dans le cadre du programme TRANSRISK que, bien que légitimes en tant qu'événements de référence, les inondations de 1910 et bien d'autres au moins aussi importantes étaient devenues notoirement méconnues, pour des raisons multiples, propres à l'histoire compliquée de l'Alsace au cours des 2 derniers siècles, voire à l'éparpillement et à la désorganisations des archives des administrations en charge de la question. Pire, cette méconnaissance des risques était partagée par l'ensemble des acteurs des scènes locales du risque, posant des problèmes d'acceptation des risques et de leur gestion, et de vulnérabilité additionnelle en termes de comportement avant, pendant, après les crises. D'où l'idée dans le cadre du nouveau programme TRANSRISK², en accord avec les acteurs notamment dans le cadre du développement des PAPI, de la mise en place d'une base de données en ligne, participative (ORRION), destinée à informer et à partager les informations en matières de géohistoire des risques, en s'inscrivant dans le contexte particulier d'un territoire transfrontalier. Le site est opérationnel et en cours de développement depuis janvier 2015 en ce qui concerne l'Alsace et les inondations, avant d'être étendu aux coulées de boue, aux avalanches (ORRIA) courant 2015, et au Pays de Bade (ALL) en 2016, puis au NO de la Suisse.

Un système d'alerte volontariste face aux crues rapides via les smartphones : enjeux, contraintes et potentialités

Jules Kouadio, Université Avignon

Grâce aux technologies Smartphone, les utilisateurs de téléphones portables sont géo-localisables et ils s'attendent désormais à disposer de réseaux urgentistes, d'alerte ou d'appels de secours. Face à la vétusté du dispositif d'alerte actuel (qui date de la seconde guerre mondiale), au manque d'exercices réguliers et à cause d'une information médiatique surabondante, peu de citoyens (de 5 à 30 %) savent pourtant adapter leur comportement en cas de risque. Le but de la thèse réside dans l'étude de l'opérationnalité d'une application destinée aux populations mobiles en cas d'inondations rapides. Ces phénomènes hydrologiques doivent être annoncés de façon très rapide car le temps de concentration est inférieur à quelques heures. Dès lors, le contenu de cette alerte (qualité des informations et des messages à envoyer / recevoir), les modes de transmission (en mode pair-à-pair pour éviter de dépendre des réseaux de télécommunications, saturés ou non fonctionnels lors de la survenue d'un risque) et les problèmes se posant face à cette technologie (liberté d'information et de communication sur un territoire ; acceptabilité de la traçabilité) seront étudiés. L'expérimentation portera sur le Var et le Vaucluse car ces deux départements ont subi de récentes inondations (1992, 2008, 2010, 2011, 2014), aux effets parfois dramatiques.

L'apport des nouvelles technologies à la gestion de crise : exemple d'utilisation de Visov et retour d'expérience de l'épisode cévenole d'octobre 2014

Gilles Martin, Consultant ATRIS Coporate

VISOV (Volontaires internationaux en soutien opérationnel virtuel) est une équipe de bénévoles qui se mettent à disposition des autorités lors des événements majeurs ou des crises dans les pays francophones pour les aider dans l'utilisation des médias sociaux.

L'association a été formalisée en février 2014, mais l'équipe des volontaires fonctionne en réalité depuis la fin de l'année 2012 et s'est déjà mobilisée sur plusieurs théâtres d'opérations en France au profit du COGIC ou à l'étranger en partenariat avec des ONG. À titre d'exemple, elle est intervenue lors du déraillement de train dans la gare de Brétigny-sur-Orge en juillet 2013, lors d'épisodes d'inondations (dans le sud-ouest de la France en janvier 2014, dans le Sud-Est et en Bretagne en février 2014), de cyclones (Haruna à Madagascar en février 2013), sur la propagation du virus Ebola en Afrique en avril 2014, mais aussi sur le typhon Haiyan/Yolanda en novembre 2013...

Concrètement, une veille permanente permet de détecter l'évènement sans délai. Dès lors, l'équipe de bénévoles se mobilise immédiatement et s'organise en ligne autour d'un document de travail collaboratif. Ce document permet de faire remonter une main courante reprenant l'ensemble des éléments relatifs à la crise sur les réseaux sociaux qui ont été détectés par l'équipe et identifiés comme pertinents pour l'organisation des secours. L'association fournit également des cartes collaboratives présentant les lieux où les impacts sont les plus importants, permettant si nécessaire au gestionnaire de crise d'anticiper le positionnement des moyens de secours. Enfin, les bénévoles interviennent pour diffuser des conseils de prudence ou des consignes sur les médias sociaux.

Quelques liens :

Une présentation de l'association :

http://prezi.com/1ghcbz7v7tqj/?utm_campaign=share&utm_medium=copy&rc=ex0share

Une carte collaborative réalisée pour les inondations du Var en janvier 2014 :

<https://intemperiesvarjan14.crowdmap.com/>

Le retour d'expérience du BRGM sur le séisme de Barcelonnette du 07 avril 2014 :

http://observatoire-regional-risques-paca.fr/IMG/pdf/Rapport_REX_Final_Public.pdf

Le retour d'expérience de l'accident ferroviaire de Brétigny sur Orge :

http://www.pompiers.fr/docs/default-source/news/ensosp-pnrs-retex_dgscgc_bretigny_2014%281%29.pdf?sfvrsn=2

Social media, citizen empowerment and crisis communication during the 2014 UK Floods

Paul Reilly, Université de Leicester.

The United Kingdom experienced record levels of rainfall between December 2013 and January 2014, resulting in significant flooding in areas such as the Somerset Levels. Social media emerged as a key communication platform for the emergency services in their efforts to provide assistance to members of the public in these areas. This paper explores key stakeholder perspectives on the efficacy of using sites such as Facebook and Twitter to share information during these floods. It does so by reviewing various perspectives on flood prevention and response in areas such as South West England, analyzing how citizens used social media to help those in flood-affected areas, and presenting the findings of a preliminary set of interviews with representatives from key organisations such as the UK Environment Agency, local councils, and the fire and rescue services. Results indicate that local radio and television were still perceived to be the most trustworthy media outlets during major incidents such as floods. However, interviewees suggested that social media, and Twitter in particular, was an important tool for gaining the attention of the news media and providing travel bulletins and other relevant information to members of the public. These sites also appeared to facilitate new forms of citizen activism during this period, as demonstrated by initiatives such as #Forageaid and the Flooding on the Levels Action Group. The paper concludes by considering how events such as the government-sponsored #floodhack in February 2014 might lead to new forms of 'crowdsourced' crisis information that aids flood response in areas such as the Somerset Levels.

Social engagement in disaster response: American Red Cross

Omar Abou Samra, Croix Rouge Américaine.

It has been five years since the earthquake in Port-au-Prince introduced the world to the democratizing impact of social media on humanitarian action. Victims of the 2010 earthquake in Haiti embraced the tools of twitter, sms and facebook to articulate to amplify their requests for help while responders struggled to adjust and respond to the new forms of communication.

Fast forward to 2012 when Super Storm Sandy impacted millions of people in the New York /New Jersey metropolitan area- millions of social media posts challenged humanitarian responders to adjust their services to meet the needs of the most connected and engaged communicators.

The American Red Cross has implemented a few innovative strategies to address real time requests for assistance and offers of aid.

This presentation will share examples of ways that the American Red Cross carefully responded to thousands of questions and demands regarding the disposition of services during the days following the disaster.

Signalert app, cartographie collaborative pour les risques et les crises

Richard Guillande, Signalert

Les réseaux sociaux classiques bien que de plus en plus utilisés dans les situations de catastrophes naturelles et les crises montrent d'importants handicaps :

- instabilité des règles d'exploitation gratuite, ou coût élevé pour une information de première main.
- ambiguïté et flou, simplification des informations transmises
- rumeurs et manipulations

SIGNALERT opte pour une application dédiée aux risques, aux crises, gratuite, sans publicité ni cookie, dans laquelle l'anonymat peut être préservé par l'utilisateur. Le système d'exploitation des alertes reçues par le système dispose d'outil d'identification, de filtrage, de reconnaissance des usages inappropriés voire malveillant du système. L'application fournit des services d'urgence de notification push, des liens éventuels avec d'autres usagers. Outre les fonctions classiques des smartphones (géolocalisation, etc..) l'application est basée sur un principe de description séparé de l'intensité des phénomènes, et de leurs impacts sur différents types d'enjeux. Le risque d'information erronée ou d'usage malveillant ou manipulé est analysé par des outils de détection ad hoc. Ce modèle peut se décliner sur tout type de phénomène. 7 phénomènes naturels sont déjà décrits avec l'application :

- crues
- crues torrentielles
- avalanches
- chutes de neige
- feu de forêt
- chute de bloc
- et cyclone inclus dans la V2 de l'application qui sort dans quelques jours.

De nouveaux phénomènes notamment d'origine humaine sont en cours d'implantation. Nos outils de surveillance et d'exploitation en web service sont capables de détecter automatiquement un événement sur la base d'un paramétrage défini par l'autorité qui surveille le territoire, à partir des alertes mais aussi à partir d'une surveillance sur les réseaux sociaux qui vient d'être installée dans le système. Ne pouvant rejeter les informations des réseaux sociaux, SIGNALERT prend le parti de les analyser de manière croisée avec ses propres informations. SIGNALERT est développé et testé en partenariat avec différentes institutions et scientifiques français. Des tests grandeur nature sont en cours en France et à l'étranger depuis 1 an. A télécharger sur Appstore et Google Play.

Ambivalences de la traçabilité en situation d'urgence

Anouck Adrot, Université Paris Dauphine

Malgré les récents progrès technologiques et les investissements considérables dans les Technologies de l'Information (TI) par les différents services de secours en France, la coordination inter-organisationnelle reste l'objet de nombreux malentendus et contretemps. Comment expliquer

cette éternelle difficulté malgré la mise à disposition de moyens sophistiqués de communication comme les TI ?

Notre recherche, toujours en cours, consiste à analyser les comportements de coordination intra et inter-organisationnelle dans une organisation dans le cœur de métier est l'urgence. Elle a suivi les principes de la théorie enracinée (Glaser, 1973 #960). Elle met en évidence que la traçabilité, définie comme la capacité organisationnelle à suivre le fil d'une intervention, est certes soutenue par les nouvelles technologies, mais se confronte à de multiples risques, notamment : i) une appropriation contre-productive de la technologie ii) d'un conflit entre l'opposabilité de la trace et une culture organisationnelle fondée sur la confiance

Apports et limites des nouvelles technologies et des réseaux sociaux dans la réalisation de retours d'expérience : le cas des inondations en région Méditerranéenne

Clotilde Saint Martin, IRSTEA

La méthode AIGA a été conçue conjointement par Irstea et Météo-France, afin de fournir des données d'avertissement des crues, sur les cours d'eau non-jaugés en région Méditerranéenne. En exploitant les données pluviométriques des radars météorologiques et une modélisation de cette pluie en débit, la méthode AIGA permet de modéliser les variations de débit de ces cours d'eau. Cette méthode permet également de fournir en temps réel, grâce à une comparaison des débits ainsi modélisés avec des valeurs statistiques de débits, un niveau d'avertissement hydrologique pour chaque cours d'eau de la zone étudiée.

Cependant, cette méthode expérimentale présente certaines limites. En effet, en ne se basant que sur une estimation statistique de l'aléa, elle ne prend pas en compte le degré d'exposition des territoires au risque inondation. Afin de vérifier la pertinence des avertissements générés lors d'événements majeurs, il est donc nécessaire de réaliser des retours d'expérience sur les territoires étudiés.

Or, l'étendue géographique de la zone couverte par cette méthode, rend les déplacements sur le terrain compliqués et bien souvent insuffisants. En effet, réalisés plusieurs jours après l'événement, ils ne permettent pas toujours de relever avec exactitude les hauteurs d'eau atteintes par la crue ou les dégâts qu'elle a pu engendrer. Mais depuis quelques années, l'arrivée des médias en ligne et des réseaux sociaux a révolutionné l'accès à ce type d'informations.

En permettant à chacun de partager son vécu de l'inondation, ces nouveaux médias ont démultiplié l'accès à l'information sous de multiples formes : texte, photo et vidéo. De plus, grâce aux nouvelles technologies, cette information est rendue accessible à distance, mais également en temps réel. Voilà pourquoi, nouvelles technologies et réseaux sociaux, jouent aujourd'hui un rôle majeur dans la réalisation de retours d'expérience.

Cependant, ces nouveaux moyens d'information posent aussi la question, non seulement de leur source, de leur exactitude mais aussi et surtout de leur fiabilité. A qui appartiennent ces données? Sont-elles fiables? Si oui, comment les exploiter et à quelles fins?

BIOGRAPHIE DES INTERVENANTS

Omar Abou Samra joined the Global Disaster Preparedness Center (GDPC) May 2012 where he has lead innovating programs including the Universal First Aid App and important partnerships with the Walt Disney Company and the National Building Museum. Previously, as a leader in the American Red Cross Disaster Operations Department, Omar worked closely with ARC chapters, volunteers and staff to implement key programs and initiatives related to disaster service delivery in addition to the responsibilities of leading disaster response on large relief operations including the Super storm Sandy response. Omar has a BA from Emory University and a JD from Santa Clara University School of Law.

Frédéric Ameye est élève-ingénieur en mécatronique, administrateur de l'association Infoclimat et concepteur/développeur du site dans sa version actuelle.

Rémy Bossu est sismologue et s'est toujours intéressé aux sujets en lien avec la société. En tant que responsable du Centre Sismologique Euro-Méditerranéen (CSEM), Rémy a consacré ses recherches sur l'amélioration de l'information sismologique temps réel et sur l'implication des témoins dans la collecte d'observations sur les effets des séismes grâce aux nouvelles technologies. Ces idées ont donné naissance au concept de sismologie citoyenne qui fusionne le crowdsourcing (collecte de témoignages, photos), flashsourcing (une approche originale d'analyse temps réel du trafic sur les sites Internet), l'utilisation des réseaux sociaux, le déploiement de réseaux sismologiques citoyens et enfin la réalisation d'outils et supports pédagogiques. Outre le bénéfice pour les sismologues qui collectent ainsi à moindre coûts des observations sur les effets des séismes, cette approche a permis de développer des outils d'informations innovant pour le public et les autorités appelés LastQuake, application smartphone, robot de publication sur Twitter et extension de navigateurs. Outre les articles scientifiques, Rémy est un des auteurs de l'ouvrage « Face aux crises, courage changeons » en 2013.

Sébastien Brana est chef de projet informatique au Ministère des Finances, et vice-président de l'association Infoclimat.

Arnaud Demontis, géographe de formation, il est responsable de projets TIC, spécialisé dans l'information géographique, depuis 9 ans pour l'Ecole d'Application de Sécurité Civile auprès de l'Entente pour la Forêt Méditerranéenne. Ses principales missions sont : Chef du projet SIG Risques et Menaces de l'Etat Major de Zone Sud avec la création d'un outil d'aide à la décision de l'EMIZDS Sud permettant de croiser les aléas avec les enjeux et d'apporter une réponse opérationnelle en conséquence, Formateur SIG/GPS avec la formation sur différents logiciels SIG et technologies GPS, le travail sur l'intérêt du partage de l'information géographique (directive INSPIRE, OpenData) et des nouvelles sources (non institutionnelles : privées, collaboratives, etc.). Il est également formateur à

l'Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs Pompiers sur les SIG comme outil d'aide à la décision.

Gilles Martin. Plus de 20 ans au sein de l'armée de terre et des formations militaires de la sécurité civile lui ont permis de sillonner les 4 coins de France (AZF, Klaus, Xynthia, l'Erika, Prestige, etc) mais aussi les 4 coins du globe. Un périple rythmé par les cyclones, les éruptions volcaniques ou les tsunamis, certaines fois pour le compte d'ONG. La dernière escale a eu lieu en 2010 à Gardanne dans les Bouches du Rhône, au Centre Opérationnel de l'Etat Major Interministériel de la Zone Sud où il occupe depuis les fonctions d'officier de garde. En parallèle de son emploi au sein du COZ Sud, et dans le cadre d'un cumul d'activité, il est consultant en gestion de crise pour le compte de la société ATRISC depuis 2012. Et comme il restait encore une petite portion de la journée disponible, il a créé en 2014 avec d'autres passionnés l'association VISOV où il occupe les fonctions de vice-président.

Valérie November est depuis 2011 directrice de recherche au CNRS, Laboratoire Techniques, Territoires et Société (LATTs), Ecole des Ponts ParisTech. A l'EPFL, elle a été professeure Boursière du Fonds National Suisse de la recherche scientifique de 2006 à 2011 et y a créé le Groupe d'étude de la spatialité des risques (Groupe ESPrI). Ses travaux portent sur la compréhension de la dynamique des risques (naturels, environnementaux, technologiques, sociaux) et leur rôle dans les transformations territoriales. Elle s'intéresse particulièrement aux moyens de visualiser ces transformations et à la façon dont l'information sur les risques circule.

Dr Paul Reilly is a lecturer in Media and Communication at the University of Leicester. He specialises in the study of online political communication, with a specific interest in how social media is used to promote better community relations in divided societies such as Northern Ireland. He has written one book on the role of the Internet in conflict transformation in Northern Ireland (Framing the Troubles Online: Northern Irish Groups and Website Strategy, Manchester University Press 2011) and is currently writing his second on the role of social media during the 2013 union flag protests. His work has been published in a number of journals including Information, Communication & Society, New Media & Society, Policy and Internet and Urban Studies. His current research projects include a British Academy funded study of YouTube footage of the union flag protests in Northern Ireland and a study of how social media is used by first responders during crisis situations funded by the EU 7th Framework Programme for Research (FP7).

LISTE DES PARTICIPANTS

Nom, Prénom	Organisme
ABOU SAMRA Omar ext	Croix Rouge Américaine
AMEYE Frédéric	Infoclimat
AQUE Daisy	Ville de Paris
AUCLAIR Samuel	BRGM
BAMAS Adrien	SDIS45
BAUCHE Alain	CGAAER
BIDAULT Maïté	SDIS45
BOSSU Rémy	CEA
BOURRELIER Paul Henri	AFPCN
BRANA Sébastien	Infoclimat
CAUVIN Marion	EPTB Seine Grands Lacs
CRETON CAZANAVE Laurence	LATTS ENPC
CROCHET Emilie	Ministère de l'Intérieur
DEMONTIS Arnaud	Entente pour la Forêt Méditerranéenne PÔNT
DEVANTOY Gilles	SDIS 95
FAYE Jacques	DGPR / SRHN / MEDDE
FEUNTEUN René	AFPCN
FLAMANT Thomas	SDIS45
FOUCHER Jean Luc	BRGM
GISCLARD Béatrice	Université d'Avignon
GUENON Catherine	DGSCGC - Min Intérieur
GUILLANDE Richard	Signalert
HUBERT Gilles	Université Marne la Vallée
JADOT Julien	CEPRI
KAPFER Alain	RHEA
KASRI Sarra	LATTS
KOJIMA Rina	LATTS
KOUADIO Jules	Université d'Avignon
LAYA Patrice	Sécurité Info Commune

MAGNIEN Jean François	EPTB Seine Grands Lacs
MARBOUTY Dominique	CGEDD / MEDDE
MARTIN Gilles	ATRIS Coporate
MENAGER Thierry	AFPCN
MOUROIU Armande	EISTI
NOVEMBER Valérie	ENPC
ORLIAC Anne	Météo France
PETRELLE Julie	AFPCN
PINSON Laura	IFSTTAR
PINVIN Mickaël	EPAMA
PIOT Thomas	Laboratoire de Géographie Physique CNRS Meudon
POISSONIER Maud	Croix Rouge Française
QUANTIN Antoine	CCR
QUINTIN Christophe	SDSIE / MEDDE
REILLY Paul	Université Leicester
SAINT MARTIN Clotilde	IRSTEA
SAISOU Caroline	HCFDC
SAULNIER Sophie	Idéal connaissances
SAUVE Flavie	EPTB Seine Grands Lacs
SCHUSTER Benoît	Arts et Métiers Paristech
TOROSSIAN Hripsimé	Croix Rouge Française
TYMEN Marine	VISOV
VILLAR Clara	CEREMA
VUILLET Marc	EIVP